

DECLARATION DE LA SOCIETE CIVILE REGROUPEE AU SEIN DE LA CEFDHAC SUR LES REFORMES FONCIÈRES ET LE PROCESSUS REDD+ EN AFRIQUE CENTRALE

A l'occasion de la 14^{ème} session du partenariat sur les forêts du bassin du Congo sur le thème

Nous, organisations de la Société Civile d'Afrique Centrale regroupées au sein de la Conférence pour les Ecosystèmes des Forêts Denses et Humides d'Afrique Centrale (CEFDHAC) ayant participé aux ateliers de renforcement des capacités sur la REDD+ du 6 au 7 octobre 2014 à Brazzaville en prélude de la réunion du PFBC et au Marché des idées à la session 6 des travaux du PFBC, rendons public la déclaration dont la teneur suit.

Considérant que la problématique du réchauffement climatique et son incidence sur le développement économique et social des populations de nos pays respectifs constitue un enjeu majeur pour l'humanité toute entière, et une menace réelle pour les générations présentes et futures.

Constatant que des milliers de personnes dépendent pour leur survie des forêts du Bassin du Congo qui regorgent une diversité biologique